

CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/PV.496
21 mars 1989

FRANCAIS

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA QUATRE CENT QUATRE-VINGT-SEIZIEME SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 21 mars 1989, à 10 heures

Président : M. Chusei Yamada (Japon)

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je déclare ouverte la 496ème séance plénière de la Conférence du désarmement.

Je voudrais tout d'abord, au nom de la Conférence, accueillir le nouveau chef de la délégation kényenne, S. E. l'Ambassadeur Simon Bullut, qui est présent à cette séance. L'Ambassadeur Bullut, qui a été nommé par son gouvernement à ce poste important, aura la responsabilité de présider la Conférence au mois d'avril. En accueillant notre nouveau collègue, je tiens à l'assurer de la coopération de la délégation japonaise, en particulier lorsqu'il assumera la présidence, le mois prochain.

La Conférence commence aujourd'hui à examiner le point 4 de son ordre du jour, intitulé "Armes chimiques". Toutefois, conformément à l'article 30 du règlement intérieur, les membres qui le souhaiteraient pourront soulever toute autre question ayant trait aux travaux de la Conférence.

Est inscrit sur la liste des orateurs le représentant de la Suède, l'Ambassadeur Hyltenius.

M. HYLTIENIUS (Suède) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, si j'ai demandé à prendre la parole aujourd'hui, c'est pour parler du point de l'ordre du jour de la Conférence du désarmement, que mon gouvernement estime le plus important, à savoir la question de l'interdiction des essais nucléaires. Je voudrais toutefois, auparavant, exprimer le plaisir de ma délégation de vous voir présider la Conférence. Grâce à vos compétences, à votre expérience et à votre dévouement, la Conférence est entre de fort bonnes mains. Nous sommes dans un mois crucial, notamment pour ce qui est de la question de l'interdiction des essais nucléaires, et je sais que vous faites de grands efforts constructifs s'agissant de cette importante question. Je voudrais aussi remercier votre prédécesseur, l'Ambassadeur Pugliese, qui s'est acquitté avec une parfaite maîtrise de sa tâche au mois de février. Comme c'est la première fois que je m'adresse à la Conférence du désarmement en mes nouvelles qualités, je voudrais remercier tous ceux de mes collègues qui m'ont souhaité la bienvenue et les assurer que je me réjouis de coopérer avec eux dans l'avenir.

Depuis des années, l'Assemblée générale des Nations Unies adopte à une écrasante majorité des résolutions où elle rappelle la nécessité urgente de conclure un traité d'interdiction complète des essais nucléaires et réaffirme la responsabilité particulière de la Conférence en ce qui concerne la négociation de ce traité. Mon gouvernement est très inquiet de constater que les travaux de la Conférence n'ont pas pu progresser dans ce domaine capital.

Au niveau politique, un traité d'interdiction complète des essais aurait un immense effet. Le fait même d'engager des négociations multilatérales sur ce traité après tant d'années de piétinement à la Conférence constituerait un grands pas en avant dans le domaine du désarmement.

L'importance de la cessation des essais nucléaires a été reconnue par trois des Etats dotés de l'arme nucléaire, qui ont signé le Traité de 1963 sur l'interdiction partielle des essais. Il y a plus d'un quart de siècle,

(M. Hyltenius, Suède)

ils ont décidé de chercher à assurer l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires à tout jamais et se sont dits déterminés à poursuivre les négociations à cette fin. Ultérieurement, par le Traité de 1968 sur la non-prolifération, ils se sont engagés à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée.

Il est difficile de concevoir une mesure plus favorable à la cessation de la course aux armements nucléaires qu'un traité d'interdiction complète des essais. Voilà une vérité qu'il n'est pas inutile de rappeler dans la perspective de la prochaine Conférence des parties chargées de l'examen du Traité sur la non-prolifération, qui se tiendra en 1990.

Le Gouvernement suédois estime que le Traité sur la non-prolifération est d'une importance capitale, et que tout doit être fait pour l'appuyer et le renforcer. Les Etats parties non dotés de l'arme nucléaire ont fait ce qu'ils devaient, et c'est aux puissances nucléaires qu'il appartient de redoubler d'efforts pour rester fidèles à l'esprit du Traité, en particulier à son article VI.

Ma délégation est convaincue qu'une interdiction des essais nucléaires ne contribuerait pas seulement à freiner la prolifération nucléaire verticale mais qu'elle relancerait vigoureusement les efforts tendant à en prévenir la propagation horizontale. Si la prolifération verticale se poursuit, l'avenir du régime de non-prolifération peut s'en trouver menacé.

Il est bien que les deux principales puissances nucléaires aient engagé des négociations bilatérales sur les essais nucléaires, mais ce n'est pas assez. Cette question concerne tous les pays et devrait donc être traitée par un organe véritablement multilatéral. Cet organe, nous l'avons, mais jusqu'à présent la volonté politique nécessaire pour qu'il puisse s'acquitter de ses responsabilités fait défaut.

En attendant, les essais nucléaires se poursuivent. L'année dernière, 38 explosions nucléaires ont été effectuées : 12 par les Etats-Unis, 17 par l'Union soviétique, 8 par la France et 1 par la Chine.

Puisque les essais nucléaires contribuent fortement à entretenir la course aux armements nucléaires, la grande majorité des Etats ne peut accepter les approches partielles ou graduelles qui impliquent une poursuite des essais. Selon ma délégation, pareilles approches ne sont acceptables que si elles contribuent directement à la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais à une date rapprochée et précise.

Selon certains, on ne saurait considérer l'interdiction des essais nucléaires autrement que comme un objectif à long terme, et il serait plus urgent de réduire les arsenaux nucléaires : Or, il faut comprendre qu'un traité interdisant tous les essais d'armes nucléaires serait non seulement la mesure la plus importante pour ralentir la course qualitative aux armements

(M. Hyltenius, Suède)

dans ce domaine et empêcher l'émergence de nouvelles puissances nucléaires, mais aussi un complément précieux aux réductions des arsenaux nucléaires, puisque les réductions quantitatives arrêtées d'un commun accord risquent d'être compensées par des améliorations qualitatives. En fait, une interdiction complète des essais nucléaires contribuerait à éviter une évolution dans ce sens. On le voit, en matière de réduction des armements et de désarmement, les initiatives bilatérales et multilatérales peuvent se compléter et se renforcer mutuellement.

Il va sans dire que, pour être efficace, un traité d'interdiction des essais doit avoir une portée universelle. Il faut également qu'il puisse être convenablement vérifié. La définition des moyens jugés nécessaires pour assurer la vérification adéquate d'un traité d'interdiction complète des essais est un problème politique. Pendant des années, on a avancé que l'absence de méthodes de vérification appropriées constituait l'obstacle principal à la conclusion d'une interdiction des essais nucléaires. Or, les progrès techniques permettent maintenant de répondre à des exigences très poussées en matière de vérification. La vérification est donc devenue une question plus politique que technique.

La vingt-septième session du Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques vient de s'achever. Le nouveau système mondial de vérification sismologique que met au point le Groupe d'experts repose sur l'échange de données relatives aux tracés et paramètres et sur leur traitement dans des Centres internationaux de données. Ce système permettra aux Etats participants de disposer d'une compilation de données de très bonne qualité rassemblées dans le monde entier et qui faciliteront grandement la vérification d'une interdiction des essais.

L'essai technique à grande échelle qui est en cours de préparation à l'heure actuelle et que la Conférence du désarmement a approuvé permettra d'évaluer le fonctionnement du système. Pour qu'il réussisse et pour que le système puisse être mis au point dans ses derniers détails, la coopération et l'appui d'un grand nombre de pays du monde entier sont essentiels.

On a proposé de faire fonctionner systématiquement un système de surveillance sismologique mondial afin de le voir à l'usage et d'en tester les capacités. Lorsque le réaménagement et les essais du nouveau système auront été menés à bien, on disposera de possibilités qui pourraient être intéressantes. Le système de surveillance sismologique mondial devra être accompagné de mesures de vérification complémentaires. Il est essentiel d'améliorer les capacités de vérification dans un certain nombre de secteurs critiques comme les polygones d'essai ou les zones à cavités ou de sol à faible couplage qui amortissent considérablement les signaux sismiques engendrés par les explosions.

En installant des stations sismographiques aux alentours des polygones d'essai, on peut détecter des explosions de faible intensité, inférieures même à une tonne. Des inspections sur place confiées à des équipes internationales

(M. Hyltenius, Suède)

d'observateurs contribueraient encore à renforcer la confiance. On peut améliorer la surveillance des tremblements de terre dans les pays dotés de l'arme nucléaire au moyen d'un réseau de stations sismographiques internes. Il est essentiel que soient arrêtées des mesures et des procédures permettant de vérifier l'authenticité des renseignements que fournissent ces stations. Il faudrait recourir à des inspections sur place sur invitation pour s'assurer que les grosses explosions chimiques - auxquelles on procède, par exemple, pour exploiter les mines - ne sont pas de nature nucléaire.

Dans le projet de traité sur l'interdiction totale des essais qu'elle a présenté en 1983 la Suède proposait de créer un système mondial de surveillance de la radioactivité atmosphérique qui permettrait de s'assurer qu'il n'est pas procédé à des explosions clandestines dans l'atmosphère. Le système de vérification que nous avons à élaborer doit non seulement fournir une assurance contre la réalisation d'essais souterrains clandestins mais permettre tout aussi bien de détecter les explosions atmosphériques.

Les images-satellite de la surface du globe peuvent contribuer utilement à la vérification d'une interdiction des essais nucléaires en permettant de surveiller les infrastructures et de déceler des indices d'essais nucléaires dans certaines zones, par exemple les polygones d'essais et les zones où ont eu lieu des explosions nucléaires pacifiques.

Les données de la téléobservation pourraient également aider à interpréter des événements sismiques que les données sismiques obtenues n'ont pas permis d'identifier avec certitude comme étant des tremblements de terre. Si les données de la téléobservation montrent qu'un événement se situe dans une zone où l'on ne trouve pas l'infrastructure (par exemple des routes) nécessaire pour procéder à une explosion nucléaire, on peut exclure l'éventualité d'un essai clandestin.

Un système mondial fiable d'échange d'informations est absolument indispensable à la mise en oeuvre d'un grand nombre d'accords en matière de vérification. Il s'agit là d'une nécessité politique, qui ne peut être satisfaite par des services de télécommunication commerciaux aux mains d'un nombre limité de pays.

A cet égard, la Suède a étudié récemment un système spécial de télécommunications par satellite qui présente peut-être un intérêt particulier. Il s'agit en l'occurrence d'un système indépendant d'échange de données par satellite qui pourrait être mis sur pied dans le seul but de transmettre des données relatives à la limitation des armements et aux traités en matière de désarmement. Ce système ne servirait pas seulement à l'échange mondial de données sur la vérification, mais permettrait aussi de vérifier l'authenticité de celles-ci.

(M. Hyltenius, Suède)

Pareil système pourrait faciliter la conclusion d'accords spéciaux de vérification d'un traité d'interdiction des essais nucléaires. Il pourrait servir à communiquer de façon directe et fiable aux Centres internationaux de données ainsi qu'aux pays participants les données collectées par les inspecteurs et les stations de surveillance nationales.

Le Groupe spécial d'experts scientifiques est un excellent instrument pour la mise au point d'un système international de vérification sismologique de grande qualité. Il peut également convenir pour certaines autres tâches liées à la vérification d'un traité d'interdiction complète des essais.

Les débats d'experts sont nécessaires pour préparer le terrain en vue de s'entendre sur des mesures comme l'inspection et l'observation sur place, la surveillance de la radioactivité de l'air et l'utilisation d'images-satellite permettant de vérifier l'application d'une interdiction des essais. Ces mesures posent des problèmes techniques et scientifiques similaires à ceux que présente à l'heure actuelle la mise sur pied d'un système sismologique mondial. Ma délégation pense donc qu'il conviendrait peut-être de demander au Groupe spécial d'experts scientifiques d'étudier également ces questions.

Les nombreux efforts déployés ces dernières années pour faire progresser la question de l'interdiction des essais nucléaires se sont révélés infructueux. Nous ne sommes même pas parvenus à nous entendre sur le mandat d'un comité spécial. Aux yeux de ma délégation, il est inacceptable que l'on continue de remettre à plus tard le travail concret d'élaboration d'un traité d'interdiction des essais nucléaires. Les efforts pour définir par le détail divers mandats ont, en fait, conduit la Conférence dans une impasse. L'expérience prouve qu'un mandat large et ambitieux n'amène parfois que des résultats extrêmement modestes, alors qu'un mandat relativement restreint peut justement permettre des progrès considérables sur des questions de fond.

A la session en cours, plusieurs délégations appartenant à des groupes différents ont fait preuve de souplesse en ce qui concerne le libellé du mandat d'un comité spécial. Ma délégation est favorable au mandat qu'a recommandé le Groupe des 21 dans le document CD/829 mais n'en considère pas moins que la solution de compromis exposée dans le document CD/863 représente une approche viable puisqu'elle prévoit l'engagement sans réserve de conclure un traité d'interdiction des essais nucléaires.

La Conférence se trouvant depuis des années dans l'impasse touchant l'interdiction des essais nucléaires, plusieurs pays ont demandé que la question soit débattue à l'occasion d'une conférence qui étudierait la possibilité d'amender le Traité sur l'interdiction partielle des essais. On comprend bien que, déçus par le peu de progrès à la Conférence, certains se soient efforcés de faire avancer les choses ailleurs. Ma délégation estime cependant que c'est à la Conférence du désarmement qu'il convient d'examiner la question. La Conférence a été désignée comme l'organe multilatéral unique de négociation en matière de désarmement. C'est donc ici, et maintenant, qu'il faut agir en faveur de l'interdiction des essais nucléaires.

Le PRESIDENT : Je remercie l'Ambassadeur Hyltenius, de la Suède, de sa déclaration et de ses paroles très aimables à mon endroit. Ainsi s'achève la liste des orateurs pour aujourd'hui. Une autre délégation souhaite-t-elle prendre la parole ?

Comme l'ordre du jour est épuisé, je vais lever la séance. La prochaine séance plénière de la Conférence du désarmement aura lieu le jeudi 23 mars, à 10 heures.

La séance est levée à 10 h 30.
